

Ces notes générales présentent le contenu de chaque tableau du *Manuel de statistiques* ainsi que les modifications introduites dans cette nouvelle édition, s'il y a lieu.

Les tableaux inclus dans cette publication constituent un résumé analytique des séries chronologiques complètes publiées dans le *Manuel de statistiques 2011 de la CNUCED* sur DVD.

PREMIÈRE PARTIE

Commerce international des marchandises

Les tableaux 1.1 donnent la valeur des exportations (f.a.b.) et des importations (c.a.f.) totales de marchandises, exprimée en millions de dollars et en pourcentage du monde, des pays et régions géographiques (1.1.1), groupements économiques (1.1.2) et groupements commerciaux (1.1.3). Les flux du commerce présentés dans le tableau 1.1.1 se réfèrent au Système du Commerce Général, à l'exception des pays et territoires qui utilisent le Système du Commerce Spécial et qui sont munis d'un astérisque. Le Système du Commerce Général est utilisé lorsque le territoire statistique d'un pays coïncide avec son territoire économique, et en conséquence, les importations comprennent tous les biens admis sur le territoire du pays déclarant et les exportations tous les biens qui le quittent. Le Système du Commerce Spécial est utilisé lorsque le territoire statistique ne comprend qu'une partie du territoire économique à l'intérieur de laquelle « les biens peuvent être écoulés librement sans restriction douanière ». Dans ce cas, les importations comprennent tous les biens qui entrent dans la zone de libre circulation du pays déclarant, c'est-à-dire qui ont été dédouanés pour mise à la consommation et les exportations comprennent tous les biens qui quittent la zone de libre circulation du pays déclarant.

Les taux d'évolution annuels moyens du commerce international des marchandises, calculés à partir des valeurs des tableaux 1.1, figurent dans les tableaux 1.2.

Les tableaux 1.3 présentent les balances commerciales (exportations f.a.b. moins importations c.a.f.), ainsi que ces mêmes balances en pourcentage des importations des pays, régions géographiques et groupements économiques.

Le tableau 1.4 indique l'importance des échanges entre pays membres de groupements commerciaux par rapport aux exportations régionales et totales de ces groupements.

DEUXIÈME PARTIE

Commerce international des marchandises par régions

Le tableau 2.1 présente la structure des exportations et des importations des pays par régions de destination et d'origine. Le plus grand nombre possible de pays en développement sont inclus tandis que les partenaires commerciaux sont regroupés en 14 groupes considérés comme particulièrement importants pour l'analyse du commerce international.

Les tableaux 2.2 (A à L) indiquent la structure des exportations par destination ainsi que des importations par origine et par groupes de produits pour le monde et une sélection de 12 groupements de pays. Le tableau fournit une information détaillée sur le réseau du commerce international avec le monde, 19 régions d'origine et de destination, et pour six différents groupes de produits.

Les totaux du commerce international des marchandises présentés dans les tableaux des première et deuxième parties ne sont pas strictement comparables en raison de sources complémentaires mais différentes et d'une marge d'exportations et d'importations non distribuées, en dépit des efforts déployés pour répartir les flux commerciaux par destinations et origines.

Les exportations ventilées par destinations peuvent accuser un écart parfois considérable par rapport aux importations déclarées par les pays destinataires en raison de divers facteurs dont les plus importants sont les suivants :

- Les importations sont déclarées en principe "valeur c.a.f." plutôt que "valeur f.a.b." ;
- Les importations de marchandises peuvent arriver à destination et être enregistrées longtemps après la date de leur enregistrement à l'exportation ;

- D'importantes différences peuvent exister entre la destination des exportations déclarée par les pays exportateurs et la destination réelle telle qu'indiquée dans les statistiques d'importation.

TROISIÈME PARTIE

Commerce international des marchandises par produits

Le tableau 3.1 fournit la structure des exportations et des importations des pays par produits classés en 9 groupes (total, produits alimentaires, matières premières d'origine agricole, combustibles, minerais et métaux, produits manufacturés, dont produits chimiques, machines et matériel de transport, articles manufacturés divers) pour plusieurs années.

Les tableaux 3.2A, B et C présentent respectivement les exportations par produits du monde, des économies en développement et développées, à un niveau très détaillé (CTCI révision 3, position à trois chiffres). Les parts que représente chaque produit dans les exportations du monde et de la région, sont calculées pour chaque groupe d'économies, ainsi que le taux annuel de croissance et l'écart de ce dernier par rapport au taux de croissance mondial.

Le tableau 3.2D établit, pour chaque économie, la liste des principaux produits qu'elle exporte (CTCI révision 3, position à trois chiffres). La part de chaque produit dans le total des exportations du pays, de la région et du monde est également indiquée.

Le tableau 3.2E liste les plus gros exportateurs de 70 produits parmi les produits les plus exportés par les économies en développement (CTCI révision 3, position à trois chiffres), ainsi que les parts correspondantes dans le commerce mondial.

Le tableau 3.3 fournit les indices de concentration et de changements structurels des exportations et des importations des produits au niveau de la CTCI (révision 3, position à trois chiffres). Le premier indicateur a vocation à montrer comment le marché d'un produit est concentré sur quelques pays ou réparti de façon plus homogène entre les pays. L'indicateur de changement structurel indique si la répartition du commerce d'un produit entre les pays exportateurs ou importateurs a connu une évolution importante par rapport à une année de référence.

Les totaux du commerce international des marchandises présentés dans les tableaux de cette troisième partie peuvent aussi être différents des données des première et deuxième parties pour les raisons précédemment citées, auxquelles il convient d'ajouter des marges d'exportations et d'importations non distribuées par groupes de produits ou l'utilisation de nomenclatures différentes de produits par le pays exportateur et le pays importateur.

QUATRIÈME PARTIE

Indicateurs du commerce international des marchandises

Les tableaux 4.1 contiennent les résultats du calcul des indices de concentration et de diversification des pays, régions géographiques et groupements économiques. Cet indice de concentration a vocation à montrer comment les exportations et importations d'un pays ou groupe de pays sont concentrées sur quelques produits ou réparties de façon plus homogène sur une gamme de produits. L'indicateur de diversification indique si la structure par produits des exportations ou importations d'un pays ou groupe de pays diverge de la structure par produits observée au niveau du monde.

Les tableaux 4.2 fournissent les indices de volume des exportations et des importations complétant ainsi l'information en valeur disponible dans les tableaux 1.1 et 1.2, les indices de la valeur unitaire des exportations et importations ainsi que les indices de termes de l'échange et le pouvoir d'achat des exportations dérivés des indices de valeur unitaire. Ces indices sont calculés au niveau des pays et régions géographiques (4.2.1) et des groupements économiques (4.2.2).

Afin d'améliorer la couverture des données et spécialement pour les années récentes, la méthode suivante a été utilisée pour le calcul des valeurs unitaires :

- Un ensemble d'indices de prix moyens au niveau des groupes de la CTCI (révision 3, position à 3 chiffres) a été construit en utilisant des données provenant de *UNCTADstat* Statistiques des produits

de base, des sources internationales et nationales ainsi que des estimations du secrétariat de la CNUCED.

- Au niveau des pays individuels, les indices de la valeur unitaire ont été calculés en utilisant comme pondération les valeurs des exportations et des importations de l'année courante disponibles dans la table 3.2 au niveau de la CTCL (révision 3, position à 3 chiffres).

Dans certains cas ces indices peuvent différer des estimations publiées dans les sources officielles, le but principal étant de fournir des estimations approximatives et comparables pour la plupart des pays en développement.

Le tableau 4.3 contient les données sur les droits de douane NPF moyens appliqués à l'importation des principales catégories de produits non-agricoles et non-pétroliers, par marchés individuels.

CINQUIÈME PARTIE

Commerce international des services

Les tableaux 5.1.1, 5.1.2 et 5.1.3 présentent la valeur des exportations et des importations totales des services par pays, par régions géographiques, groupements économiques et groupements commerciaux. Les tableaux incluent les valeurs des exportations (crédits) et des importations (débits) des services qui proviennent des statistiques sur les transactions internationales de services, telles qu'elles sont présentées dans les Statistiques de la balance des paiements du FMI. Les services sont définis comme rendements économiques de produits intangibles qui peuvent être produits, transférés et consommés au même moment. Cependant, les services recouvrent un groupe large et hétérogène de produits et d'activités que l'on peut difficilement englober dans une définition. Parfois, la démarcation entre services et marchandises n'est pas aisée. Les services sont produits sur commande et ont généralement pour résultat un changement des conditions des consommateurs qui ont demandé ces services. Pour que la production d'un service soit terminée, il doit être fourni au consommateur.

Les chiffres couvrent les 11 catégories principales de services conformément à la définition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5, 1993*). Ces catégories comprennent : les transports; les voyages; les communications; le bâtiment et les travaux publics; les assurances; les services financiers; l'informatique et l'information; les redevances et droits de licence; les autres services aux entreprises; les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs; et les services fournis ou reçus par les administrations publiques. De manière générale, les difficultés à mesurer statistiquement la valeur du commerce des services persistent et les données de la balance des paiements sur les services peuvent être inférieures à la valeur des transactions réelles. Les agrégats inclus dans le tableau 5.1 comprennent les valeurs manquantes, estimées par le secrétariat de la CNUCED, qui ne sont pas présentées séparément.

Le tableau 5.2 liste, parmi les économies en développement, les 20 plus gros exportateurs et importateurs pour chacun des 10 secteurs principaux du commerce des services, c'est-à-dire les transports; les voyages; les communications; le bâtiment et les travaux publics; l'informatique et l'information; les assurances; les services financiers; les redevances et droits de licence; autres services aux entreprises; et les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques ne sont pas inclus.

Le tableau 5.3 concerne le transport maritime international. Il contient des données sur la flotte marchande mondiale par pavillons d'immatriculation et par types de navires et fait spécialement ressortir le groupe des principaux pays de libre immatriculation. Un propriétaire qui enregistre son navire dans un pays "libre d'immatriculation" ne doit avoir aucune relation avec ce pays. Le nombre de pays de libre immatriculation a changé au cours des années. Dans le tableau 5.3, le groupe comprend 10 pays. Le tableau incorpore les informations consolidées provenant des différentes éditions de la publication *Review of Maritime Transport*. Elle rend compte de l'évolution mondiale du transport multimodal, portuaire et maritime concernant les principaux trafics de vrac liquides, de vrac secs et de conteneurs.

SIXIÈME PARTIE

Produits de base

Le tableau 6.1 donne les indices annuels et trimestriels de prix en dollars courants sur le marché libre d'une sélection de produits de base exportés par les économies en développement. Ces indices sont aussi disponibles au niveau des groupes de produits de base suivants : produits alimentaires, boissons tropicales, huiles et graines oléagineuses, matières premières d'origine agricole, minéraux, minerais et métaux ainsi qu'un indice de l'ensemble. Les pondérations ont été calculées à partir de la valeur des exportations des pays en développement de 1999 à 2001 et les indices en utilisant 2000=100 comme année de base.

Le tableau 6.2 complète l'information sur les prix des produits de base par les indices d'instabilité et les tendances de prix sur le marché libre d'une sélection de produits de base ayant une importance particulière pour les économies en développement.

SEPTIÈME PARTIE

Finance internationale

Les tableaux 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.3 fournissent les valeurs de compte courant net par pays, par régions et par groupements économiques et commerciaux. Les chiffres sont présentés en millions de dollars, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut. Le compte des transactions courantes de la balance des paiements recouvre toutes les transactions entre entités résidentes et non-résidentes de l'économie déclarante. En général, la balance du compte courant indique la différence entre les recettes et les paiements pour les biens, les services et les revenus faisant partie des transactions internationales. De même, de la perspective nationale, la balance du compte courant représente l'écart entre les épargnes nationales et l'investissement intérieur.

Les tableaux 7.2.1, 7.2.2 et 7.2.3 sont consacrés aux investissements directs en provenance de l'étranger (IED). Ils représentent les flux entrants et sortants de l'IED par pays et régions géographiques, groupements économiques et groupements commerciaux. Les chiffres correspondent aux données contenues dans l'Annexe statistique du *World Investment Report 2011* de la CNUCED. L'investissement étranger direct (IED) est un investissement impliquant une relation à long terme et témoignant de l'intérêt durable d'une entité résidant dans un pays (investisseur étranger direct ou société mère) à l'égard d'une entreprise résidant dans un autre pays (entreprise bénéficiaire, entreprise affiliée, ou encore filiale étrangère). Cet investissement englobe à la fois la transaction initiale entre les deux entités et toutes les transactions ultérieures entre elles et entre filiales étrangères, qu'elles soient constituées ou non en sociétés. L'entreprise d'investissement direct est définie comme une entreprise dotée ou non de la personnalité morale, dans laquelle un investisseur direct qui est résident d'une autre économie détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote (ou l'équivalent).

Les tableaux 7.3.1 et 7.3.2 fournissent les informations sur les recettes (crédits) des envois de fonds des travailleurs et migrants – en millions de dollars – par pays, par régions et par groupements économiques. Ces données sont également communiquées en pourcentage du PIB et du commerce international. Le *Manuel de la balance des paiements* du FMI (*MBP5, 1993*) classe séparément les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des salariés et les transferts des migrants. Dans ce tableau leur somme est présentée afin de mieux cerner les flux entrant une économie à travers les transferts liés aux travailleurs migrants ou autres travailleurs employés à l'étranger à court-terme. Selon la définition du *MBP5* les envois de fonds des travailleurs sont les transferts de biens ou d'actifs financiers effectués par les migrants qui vivent et travaillent (considérés comme résidents) dans une économie en faveur des résidents de leur ancien pays de résidence. Un migrant doit vivre et travailler dans une nouvelle économie durant plus d'une année pour y être considéré résident. La rémunération des salariés comprend les salaires, traitements et autres prestations, en numéraire ou nature, gagnés par les particuliers, dans une économie où ils ne sont pas résidents, pour un travail exécuté au profit d'un résident de cette économie.

Les salariés peuvent être des travailleurs saisonniers ou d'autres travailleurs à temps limité ou encore des travailleurs frontaliers. Les transferts des migrants couvrent les flux de biens et les variations des actifs financiers qui résultent de la migration (changement de résidence pour une durée d'un an au moins).

Les tableaux 7.4.1 et 7.4.2 font apparaître les statistiques sur les paiements (débits) des envois des travailleurs et migrants, suivant la même approche utilisée dans les tableaux 7.3.1 et 7.3.2.

Les tableaux 7.5.1 et 7.5.2 incluent les données relatives aux réserves internationales (y compris l'or) des économies en développement par pays, par régions et par groupements économiques. Les mois d'importation que ces réserves peuvent financer, dans la situation actuelle du commerce international du pays, sont également indiqués, ainsi que la variation annuelle des réserves totales. Selon la définition du FMI, les réserves totales représentent la somme des avoirs du pays en devises, la position de ses réserves au FMI, les réserves de l'or monétaire, et la valeur en dollars des États-Unis des avoirs en DTS de ses autorités monétaires.

Les flux financiers publics sont présentés dans les tableaux 7.6 par catégories de flux, pays, régions géographiques et groupements économiques. La définition des flux bilatéraux et multilatéraux est conforme aux publications du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Les tableaux 7.7 contiennent les données sur la dette extérieure à long terme des principaux groupes d'économies en développement, en particulier la ventilation détaillée de la dette publique ou garantie par l'État par sources d'emprunt. Les données de la dette extérieure présentées dans ces tableaux se basent sur le Système de notification des pays débiteurs (SNPD), géré par la Banque mondiale.

HUITIÈME PARTIE

Indicateurs du développement

Les tableaux 8.1 fournissent le produit intérieur brut (PIB) nominal total et par habitant des pays, régions géographiques et groupements économiques. Les données de PIB en dollars ont été obtenues à partir des valeurs de PIB exprimées à l'origine en monnaies nationales. Les taux de change moyens annuels sur le marché libre, obtenus des séries statistiques du FMI, ont été utilisés pour la plupart des pays lors de la conversion en dollars.

Les taux annuels moyens de variation du PIB réel total et du PIB réel par habitant des pays, régions géographiques et groupements économiques sont disponibles dans les tableaux 8.2. Les taux de croissance se basent sur le PIB aux prix constants en dollars de l'année 2005.

Le PIB total est décomposé par catégories de dépenses et la valeur ajoutée totale par branches d'activité économique dans les tableaux 8.3 pour les pays, régions géographiques et groupements économiques.

Les tableaux 8.4.1 et 8.4.2 présentent des estimations sur la population et la main-d'œuvre : population totale, population urbaine (en pourcentage de la population totale), main-d'œuvre totale, main-d'œuvre féminine (en pourcentage de la main-d'œuvre totale), main-d'œuvre dans l'agriculture, main-d'œuvre féminine (en pourcentage de la main-d'œuvre totale dans l'agriculture). Les chiffres pour certains groupes peuvent être différents de ceux publiés par la Division de la population lorsque les définitions de la CNUCED de ces groupes sont différentes.

AUTRES NOTES

Sauf indication contraire, les agrégats de pays sont obtenus en sommant les données des pays composant le groupe. Les calculs d'agrégats peuvent dans certains cas inclure des données estimées par le secrétariat de la CNUCED qui ne sont pas nécessairement toutes rapportées séparément. Par ailleurs, la somme des chiffres et des pourcentages indiqués dans les tableaux ne correspond pas nécessairement aux totaux en raison des arrondis.

Les données ont été collectées et vérifiées pour qu'elles correspondent à la couverture géographique des pays, telle qu'elle est décrite en début de *Manuel*. Toutefois certains écarts n'ont pu être évités en fonction de la disponibilité des données. Ils sont alors décrits dans les notes de fin de tableau.

Sauf indication contraire, le terme «dollar» s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique et les données en dollars sont exprimées en dollars courants de l'année à laquelle elles se réfèrent.

Les taux moyens d'évolution annuelle sont définis par le coefficient b de la fonction exponentielle de tendance $y = ae^{bt}$, où t représente le temps. Cette méthode permet de prendre en compte toutes les observations concernant une période donnée sans que le taux de croissance obtenu ne soit trop affecté par des valeurs exceptionnelles.

Les pays et territoires sont présentés suivant des critères géographiques conformes à ceux de la Division de statistique, Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Les pays et territoires sont aussi regroupés suivant des critères économiques ou d'adhésion à des accords commerciaux à des fins d'analyse statistique et de recherche.

Dans cette publication, le terme «économie» couvre les régions, les pays et les territoires.

Les pays sont présentés dans les tableaux s'ils ont communiqué des données ou si des estimations ont pu être calculées.

La composition des groupements de pays et produits évolue constamment pour mettre des statistiques pertinentes à la disposition de la recherche et de l'analyse. C'est pourquoi la CNUCED révisé et met à jour la définition et la composition des groupes chaque année. Ces changements peuvent affecter de manière significative les chiffres d'une année de publication à l'autre. Le détail des changements est disponible dans la section Nomenclatures sur le site web de *UNCTADstat*.

1. Régions géographiques

La distinction entre pays ou régions "développés" et "en développement" ne correspond à aucune nomenclature officielle à l'échelle du système des Nations Unies. Dans la pratique, on considère généralement comme développés Israël et Japon pour l'Asie, Bermudes, Canada, États-Unis, Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon pour l'Amérique septentrionale, Australie et Nouvelle-Zélande pour l'Océanie et l'Europe. Les pays et territoires sont répartis en trois grandes catégories, les économies en développement, les économies en transition et les économies développées, elles-mêmes subdivisées suivant des critères géographiques.

1) Économies en développement :

Ces économies sont réparties entre quatre grandes régions géographiques : Afrique, Amérique, Asie et Océanie elles-mêmes subdivisées en sous-régions pour permettre la présentation de statistiques plus détaillées. Les exceptions à ce classement que l'on retrouve dans certains tableaux sont indiquées dans des notes.

2) Économies en transition

Il s'agit des pays opérant la transition d'une économie planifiée à une économie de marché.

3) Économies développées :

Ces économies sont réparties entre quatre grandes régions géographiques : Amérique, Asie, Europe et Océanie.

Le total 'Monde' inclut la somme des données de ces trois groupes à laquelle s'ajoutent les données d'un groupement 'Autres territoires' (territoires ou partenaires non classés ailleurs), dont la composition est détaillée ci-dessous. Lorsqu'elles sont rapportées, les données relatives à ces territoires ne sont pas présentées individuellement.

La composition du groupement 'Autres territoires' est la suivante :

-Territoires non-classés ailleurs : Antarctique, île Bouvet, Territoire britannique de l'Antarctique, Territoire britannique de l'océan Indien, île Christmas, îles des Cocos (Keeling), Terres australes et antarctiques françaises, îles Heard et McDonald, île Norfolk, Pitcairn, Saint-Barthélemy, Saint-Martin (partie française), Géorgie du Sud et îles Sandwich méridionales, îles mineures éloignées des États-Unis et îles du Pacifique sous administration des États-Unis.

- Partenaires non classés ailleurs : 'combustibles de soute et provisions de bord', 'informations confidentielles et différences', 'zone neutre', 'zones franches' qui sont utilisés exclusivement dans les tableaux du commerce de marchandises.

Les statistiques présentées au niveau de chacun des groupements précédemment décrits sont calculées à partir des valeurs des économies qui entrent dans la composition du groupement et complétées le cas échéant par un reliquat qu'il n'a pas été possible de répartir entre les éléments du groupement.

2. Groupements économiques des économies en développement

Dans le *Manuel de statistiques de la CNUCED*, les regroupements des pays et territoires en développement sont nombreux et variés afin de disposer facilement des données statistiques nécessaires à l'analyse socio-économique et aux recherches sur le développement.

Les économies en développement sont présentées à trois niveaux d'agrégation : le groupe dans son intégralité, puis sans la Chine continentale et enfin sans les pays les moins avancés.

Le groupe des pays pauvres très endettés inclut les pays bénéficiant de l'initiative de désendettement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Les PMA et les pays en développement sans littoral sont des groupes de pays qui requièrent une attention particulière de la communauté internationale. Les PMA sont présentés aux niveaux d'agrégation suivants : Afrique et Haïti, Asie et les îles. Depuis 1994, les Nations Unies ont également pris en compte les problèmes particuliers des petits États insulaires en développement mais n'ont pas établi de liste officielle de ces États. La liste présentée dans le *Manuel de statistiques* est utilisée par la CNUCED à des fins analytiques uniquement.

Les économies en développement sont également réparties en trois groupes de revenu en fonction du PIB par habitant pour la moyenne des années de 2004 à 2006 : revenu élevé (supérieur à 4500 dollars), revenu intermédiaire (compris entre 1000 et 4500 dollars) et revenu faible (inférieur à 1000 dollars).

Le groupement des principaux exportateurs de pétrole et de gaz comprend les pays, dont la part de pétrole et de gaz (CTCI codes 33 plus 34), ne représentait 1) pas moins de 50 % de leurs exportations totales, et les exportations de ces produits s'élevaient à 2) au moins 1 % de la part mondiale pour la période 2004-2006. Les pays composant ce groupement sont répartis en trois zones géographiques : Afrique, Amérique et Asie.

Le groupement des principaux exportateurs d'articles manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 667 et 68), répartis entre Amérique et Asie, comprend les économies dont la part d'articles manufacturés ne représentait 1) pas moins de 50 % de leurs exportations totales, et 2) leurs exportations d'articles manufacturés représentait au moins 1 % de la part mondiale pour la période 2004-2006.

La composition des groupements des économies émergentes (réparties entre Amérique et Asie) et des économies nouvellement industrialisées d'Asie (première et deuxième génération) correspond à celle utilisée dans le *Rapport sur le commerce et le développement* de la CNUCED.

Les différentes régions géographiques sont également présentées à différents niveaux d'agrégation :

- Afrique : Afrique septentrionale sans le Soudan, Afrique subsaharienne, Soudan compris, avec et sans l'Afrique du Sud.
- Amérique : Amérique centrale et Grandes Antilles sans Porto Rico, avec et sans le Mexique, Amérique du Sud et centrale, Amérique du Sud sans le Brésil.
- Asie : Asie orientale et du Sud-Est sans la Chine et Asie méridionale sans l'Inde.

3. Groupements commerciaux et interrégionaux

Les statistiques des groupements régionaux et commerciaux sont présentées dès lors qu'elles sont pertinentes et présentent un intérêt analytique. Ces groupements englobent toutes les économies concernées et sont classés selon les grandes régions géographiques utilisées précédemment, à l'exception des groupements interrégionaux suivants : le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le groupe de Coopération économique de l'Asie et du Pacifique, le groupe de Coopération économique de la mer Noire et la Communauté des États indépendants. Dans cette édition du *Manuel*, deux groupes ont été ajoutés: la Communauté de l'Afrique de l'Est ainsi que l'Organisation des États américains.

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

AFRIQUE

Afrique orientale

Burundi	Malawi	Seychelles
Comores	Maurice	Somalie
Djibouti	Mayotte	Zambie
Érythrée	Mozambique	Zimbabwe
Éthiopie	Ouganda	
Kenya	République-Unie de Tanzanie	
Madagascar	Rwanda	

Afrique centrale

Angola	Gabon	République démocratique du Congo
Cameroun	Guinée équatoriale	Sao Tomé-et-Principe
Congo	République centrafricaine	Tchad

Afrique septentrionale

Algérie	Maroc	Tunisie
Égypte	Sahara occidental	
Jamahiriya arabe libyenne	Soudan	

Afrique australe

Afrique du Sud	Lesotho	Swaziland
Botswana	Namibie	

Afrique occidentale

Bénin	Guinée	Nigéria
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Sainte-Hélène
Cap-Vert	Libéria	Sénégal
Côte d'Ivoire	Mali	Sierra Leone
Gambie	Mauritanie	Togo
Ghana	Niger	

AMÉRIQUE

Amérique centrale

Belize	Guatemala	Nicaragua
Costa Rica	Honduras	Panama
El Salvador	Mexique	

Amérique du Sud

Argentine	Équateur	Suriname
Bolivie (État plurinational de)	Guyana	Uruguay
Brésil	Îles Falkland (Malvinas)	Venezuela (République bolivarienne du)
Chili	Paraguay	
Colombie	Pérou	

Caraïbes

Grandes Antilles

Cuba
Haïti
Jamaïque
République dominicaine

Petites Antilles

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
Aruba
Bahamas
Barbade
Dominique
Grenade

Îles Caïmanes
Îles Turques et Caïques
Îles Vierges britanniques
Montserrat
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Trinité-et-Tobago

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT (fin)

ASIE

Asie orientale

Chine	Mongolie
Hong Kong, région administrative spéciale de Chine	Province chinoise de Taiwan
Macao, région administrative spéciale de Chine	République de Corée
	République populaire démocratique de Corée

Asie méridionale

Afghanistan	Inde	Népal
Bangladesh	Iran (République islamique d')	Pakistan
Bhoutan	Maldives	Sri Lanka

Asie du Sud-Est

Brunéi Darussalam	Myanmar	Thaïlande
Cambodge	Philippines	Timor-Leste
Indonésie	République démocratique populaire lao	Viet Nam
Malaisie	Singapour	

Asie occidentale

Arabie saoudite	Koweït	Territoire palestinien occupé
Bahreïn	Liban	Turquie
Émirats arabes unis	Oman	Yémen
Iraq	Qatar	
Jordanie	République arabe syrienne	

OCÉANIE

Fidji	Kiribati	Polynésie française
Guam	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
Îles Cook	Nauru	Samoa américaines
Îles Mariannes septentrionales	Nioué	Tokélaou
Îles Marshall	Nouvelle-Calédonie	Tonga
Îles Salomon	Palaos	Tuvalu
Îles Wallis-et-Futuna	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Vanuatu

RÉPARTITION PAR RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

ÉCONOMIES EN TRANSITION

Albanie	Fédération de Russie	Tadjikistan
Arménie	Géorgie	Turkménistan
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Ukraine
Bélarus	Kirghizistan	
Bosnie-Herzégovine	Monténégro	
Croatie	Ouzbékistan	
ex-République yougoslave de Macédoine	République de Moldova	
	Serbie	

ÉCONOMIES DÉVELOPÉES

AMÉRIQUE

Bermudes	États-Unis d'Amérique, y compris	Groenland
Canada	Porto Rico et les îles Vierges américaines	Saint-Pierre-et-Miquelon

ASIE

Israël
Japon

EUROPE

Allemagne	Grèce	Portugal
Andorre	Hongrie	République tchèque
Autriche	Îles Féroé	Roumanie
Belgique	Irlande	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les îles Anglo-Normandes et l'île de Man
Bulgarie	Islande	Saint-Marin
Chypre	Italie	Saint-Siège
Danemark	Lettonie	Slovaquie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède
Finlande, y compris les îles d'Åland	Malte	Suisse, y compris le Liechtenstein
France, y compris la Guadeloupe, la Guyane française, la Martinique, Monaco et la Réunion	Norvège, y compris les îles Svalbard et Jan Mayen	
Gibraltar	Pays-Bas	
	Pologne	

OCÉANIE

Australie
Nouvelle-Zélande

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

Pays pauvres très endettés (40)

Afghanistan	Guinée-Bissau	République centrafricaine
Bénin	Guyana	République démocratique du Congo
Bolivie (État plurinational de)	Haïti	République-Unie de Tanzanie
Burkina Faso	Honduras	Rwanda
Burundi	Kirghizistan	Sao Tomé-et-Principe
Cameroun	Libéria	Sénégal
Comores	Madagascar	Sierra Leone
Congo	Malawi	Somalie
Côte d'Ivoire	Mali	Soudan
Érythrée	Mauritanie	Tchad
Éthiopie	Mozambique	Togo
Gambie	Nicaragua	Zambie
Ghana	Niger	
Guinée	Ouganda	

Pays en développement sans littoral (31)

Afghanistan	Kirghizistan*	République de Moldova*
Arménie*	Lesotho	Rwanda
Azerbaïdjan*	Malawi	Swaziland
Bhoutan	Mali	Tadjikistan*
Bolivie (État plurinational de)	Mongolie	Tchad
Botswana	Népal	Turkménistan*
Burkina Faso	Niger	Zambie
Burundi	Ouganda	Zimbabwe
Éthiopie	Ouzbékistan*	
ex-République yougoslave de Macédoine*	Paraguay	
Kazakhstan*	République centrafricaine	
	République démocratique populaire lao	

* Ces pays font partie du groupement des économies en transition (ni développées ni en développement). Cependant, comme ce sont des pays sans littoral, ils appartiennent aussi à ce groupement.

Petits États insulaires en développement (29)

Antigua-et-Barbuda	Jamaïque	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Bahamas	Kiribati	Samoa
Barbade	Maldives	Sao Tomé-et-Principe
Cap-Vert	Maurice	Seychelles
Comores	Micronésie (États fédérés de)	Timor-Leste
Dominique	Nauru	Tonga
Fidji	Palaos	Trinité-et-Tobago
Grenade	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tuvalu
Îles Marshall	Sainte-Lucie	Vanuatu
Îles Salomon	Saint-Kitts-et-Nevis	

Pays les moins avancés (48)

<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>		<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>		<i>Année d'inclusion dans le groupe</i>	
Afrique et Haïti				Asie	
Angola	1994	Mozambique	1988	Afghanistan	1971
Bénin	1971	Niger	1971	Bangladesh	1975
Burkina Faso	1971	Ouganda	1971	Bhoutan	1971
Burundi	1971	République centrafricaine	1975	Cambodge	1991
Djibouti	1982	République démocratique du Congo	1991	Myanmar	1987
Érythrée	1994	République-Unie de Tanzanie	1971	Népal	1971
Éthiopie	1971	Rwanda	1971	République démocratique populaire lao	1971
Gambie	1975	Sénégal	2000	Yémen	1971
Guinée	1971	Sierra Leone	1982	Îles	
Guinée-Bissau	1981	Somalie	1971	Comores	1977
Guinée Équatoriale	1982	Soudan	1971	Îles Salomon	1991
Haïti	1971	Tchad	1971	Kiribati	1986
Lesotho	1971	Togo	1982	Samoa	1971
Libéria	1990	Zambie	1991	Sao Tomé-et-Principe	1982
Madagascar	1991			Timor-Leste	2003
Malawi	1971			Tuvalu	1986
Mali	1971			Vanuatu	1985
Mauritanie	1986				

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES DE LA CNUCED

PIB courant par habitant supérieur à 4500 dollars pour la moyenne 2004-2006 : Revenu élevé (46)

Anguilla	Îles Caïmanes	Palaos
Antigua-et-Barbuda	Îles Cook	Polynésie française
Antilles néerlandaises	Îles Falkland (Malvinas)	Province chinoise de Taiwan
Arabie saoudite	Îles Mariannes du Nord	Qatar
Argentine	Îles Turques et Caïques	République de Corée
Aruba	Îles Vierges britanniques	Sainte-Lucie
Bahamas	Jamahiriya arabe libyenne	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Koweït	Samoa américaines
Barbade	Liban	Seychelles
Brunéi Darussalam	Macao, région administrative	Singapour
Chili	spéciale de Chine	Trinité-et-Tobago
Costa Rica	Malaisie	Turquie
Émirats arabes unis	Mexique	Uruguay
Guam	Montserrat	Venezuela (République bolivarienne du)
Guinée équatoriale	Nioué	
Hong-Kong, région administrative	Nouvelle-Calédonie	
spéciale de Chine	Oman	

PIB courant par habitant compris entre 1000 et 4500 dollars pour la moyenne 2004-2006 : Revenu intermédiaire (50)

Afrique du Sud	Grenade	Philippines
Algérie	Guatemala	République arabe syrienne
Belize	Honduras	République dominicaine
Bolivie (État plurinational de)	Îles Marshall	Sainte-Hélène
Botswana	Îles Wallis-et-Futuna	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Brésil	Iran (République islamique d')	Samoa
Cap-Vert	Jamaïque	Sri Lanka
Chine	Jordanie	Suriname
Colombie	Maldives	Swaziland
Congo	Maroc	Territoire palestinien occupé
Cuba	Maurice	Thaïlande
Dominique	Micronésie (États fédérés de)	Tokélaou
Égypte	Namibie	Tonga
El Salvador	Nauru	Tunisie
Équateur	Panama	Tuvalu
Fidji	Paraguay	Vanuatu
Gabon	Pérou	

PIB courant par habitant inférieur à 1000 dollars pour la moyenne 2004-2006 : Revenu faible (60)

Afghanistan	Inde	République centrafricaine
Angola	Indonésie	République démocratique du Congo
Bangladesh	Iraq	République populaire démocratique
Bénin	Kenya	de Corée
Bhoutan	Kiribati	République démocratique populaire lao
Burkina Faso	Lesotho	République-Unie de Tanzanie
Burundi	Libéria	Rwanda
Cambodge	Madagascar	Sao Tomé-et-Principe
Cameroun	Malawi	Sénégal
Comores	Mali	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Somalie
Djibouti	Mongolie	Soudan
Érythrée	Mozambique	Tchad
Éthiopie	Myanmar	Timor-Leste
Gambie	Népal	Togo
Ghana	Nicaragua	Viet Nam
Guinée	Niger	Yémen
Guinée-Bissau	Nigéria	Zambie
Guyana	Ouganda	Zimbabwe
Haïti	Pakistan	
Îles Salomon	Papouasie-Nouvelle-Guinée	

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT PAR GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES

Principaux pays exportateurs de pétrole et de gaz (12)

Afrique

Algérie
Angola
Jamahiriya arabe libyenne
Nigéria

Amérique

Venezuela
(République bolivarienne du)

Asie

Arabie saoudite
Émirats arabes unis
Iran (République islamique d')
Iraq
Koweït
Oman
Qatar

Principaux pays exportateurs d'articles manufacturés (8)

Amérique

Mexique

Asie

Chine
Hong Kong, région administrative
spéciale de Chine
Malaisie
Province chinoise de Taiwan
République de Corée
Singapour
Thaïlande

Économies émergentes (10)

Amérique

Argentine
Brésil
Chili
Mexique
Pérou

Asie

Malaisie
Province chinoise de Taiwan
République de Corée
Singapour
Thaïlande

Économies nouvellement industrialisées d'Asie (8)

Première génération

Hong Kong, région administrative
spéciale de Chine
Province chinoise de Taiwan
République de Corée
Singapour

Deuxième génération

Indonésie
Malaisie
Philippines
Thaïlande

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

AFRIQUE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Communauté de l'Afrique de l'Est (5) - CAE		Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (6) - CEMAC		Madagascar	1994
Burundi	2007	Cameroun	1994	Malawi	1994
Kenya	2001	Congo	1994	Maurice	1994
Ouganda	2001	Gabon	1994	Ouganda	1994
République-Unie de Tanzanie	2001	Guinée équatoriale	1994	République démocratique du Congo	1994
Rwanda	2007	République centrafricaine	1994	Rwanda	1994
		Tchad	1994	Seychelles	1994
				Soudan	1994
Communauté de développement de l'Afrique australe (15) - CDAA		Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (15) - CEDEAO		Swaziland	1994
Afrique du Sud	1994	Bénin	1975	Zambie	1994
Angola	1992	Burkina Faso	1975	Zimbabwe	1994
Botswana	1992	Cap-Vert	1977		
Lesotho	1992	Côte d'Ivoire	1975	Union du fleuve Mano (4) - UFM	
Madagascar	2005	Gambie	1975	Côte d'Ivoire	2008
Malawi	1992	Ghana	1975	Guinée	1980
Maurice	1992	Guinée	1975	Libéria	1973
Mozambique	1992	Guinée-Bissau	1975	Sierra Leone	1973
Namibie	1992	Libéria	1975		
République démocratique du Congo	1992	Mali	1975	Union du Maghreb arabe (5) - UMA	
République-Unie de Tanzanie	1992	Niger	1975	Algérie	1989
Seychelles	2007	Nigéria	1975	Jamahiriya arabe libyenne	1989
Swaziland	1992	Sénégal	1975	Maroc	1989
Zambie	1992	Sierra Leone	1975	Mauritanie	1989
Zimbabwe	1994	Togo	1975	Tunisie	1989
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (10) - CEEAC		Communauté économique des pays des Grands Lacs (3) - CEPGL		Union économique et monétaire ouest-africaine (8) - UEMOA	
Angola	1999	Burundi	1976	Bénin	1994
Burundi	1983	République démocratique du Congo	1976	Burkina Faso	1994
Cameroun	1983	Rwanda	1976	Côte d'Ivoire	1994
Congo	1983			Guinée-Bissau	1997
Gabon	1983	Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et du Sud (19) - COMESA		Mali	1994
Guinée équatoriale	1983	Burundi	1994	Niger	1994
République centrafricaine	1983	Comores	1994	Sénégal	1994
République démocratique du Congo	1983	Djibouti	1994	Togo	1994
Sao Tomé-et-Principe	1983	Égypte	1994		
Tchad	1983	Érythrée	1994		
		Éthiopie	1994		
		Kenya	1994		
		Jamahiriya arabe libyenne	2005		

AMÉRIQUE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Accord de libre-échange nord-américain (3) - ALENA		Communauté andine (4) - ANCOM		Marché commun d'Amérique centrale (5) - MCAC	
Canada	1994	Bolivie (État plurinational de)	1996	Costa Rica	1962
États-Unis d'Amérique	1994	Colombie	1996	El Salvador	1961
Mexique	1994	Équateur	1996	Guatemala	1961
		Pérou	1996	Honduras	1961
				Nicaragua	1961
Association latino-américaine d'intégration (12) - ALADI		Communauté des Caraïbes (15) - CARICOM		Marché commun sud-américain (4) - MERCOSUR	
Argentine	1980	Antigua-et-Barbuda	1974	Argentine	1994
Bolivie (État plurinational de)	1980	Bahamas	1983	Brésil	1994
Brésil	1980	Barbade	1973	Paraguay	1994
Chili	1980	Belize	1974	Uruguay	1994
Colombie	1980	Dominique	1974		
Cuba	1999	Grenade	1974		
Équateur	1980	Guyana	1973		
Mexique	1980	Haïti	2002		
Paraguay	1980	Jamaïque	1973		
Pérou	1980	Montserrat	1974		
Uruguay	1980	Sainte Lucie	1974		
Venezuela (République bolivarienne du)	1980	Saint-Kitts-et-Nevis	1974		
		Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1974		
		Suriname	1995		
		Trinité-et-Tobago	1973		

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

AMÉRIQUE (fin)

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Organisation des États américains (34) - OEA		Sainte-Lucie	1979	Brésil	1994
Antigua-et-Barbuda	1981	Saint-Kitts-et-Nevis	1984	Canada	1994
Argentine	1948	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1981	Chili	1994
Bahamas	1982	Suriname	1977	Colombie	1994
Barbade	1967	Trinité-et-Tobago	1967	Costa Rica	1994
Belize	1991	Uruguay	1948	Dominique	1994
Bolivie (État plurinational de)	1948	Venezuela (République bolivarienne du)	1948	El Salvador	1994
Brésil	1948			Équateur	1994
Canada	1990	Organisation des États des Caraïbes orientales (7) - OECS		États-Unis d'Amérique	1994
Chili	1948	Antigua-et-Barbuda	1981	Grenade	1994
Colombie	1948	Dominique	1981	Guatemala	1994
Costa Rica	1948	Grenade	1981	Guyana	1994
Cuba	2009	Montserrat	1981	Haïti	1994
Dominique	1979	Sainte-Lucie	1981	Honduras	1994
El Salvador	1948	Saint-Kitts-et-Nevis	1981	Jamaïque	1994
Équateur	1948	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1981	Mexique	1994
États-Unis d'Amérique	1948			Nicaragua	1994
Grenade	1975	Zone de libre-échange des Amériques (34) - ZLEA		Panama	1994
Guatemala	1948	Antigua-et-Barbuda	1994	Paraguay	1994
Guyana	1948	Argentine	1994	Pérou	1994
Haïti	1948	Bahamas	1994	République dominicaine	1994
Jamaïque	1969	Barbade	1994	Sainte-Lucie	1994
Mexique	1948	Belize	1994	Saint-Kitts-et-Nevis	1994
Nicaragua	1948	Bolivie (État plurinational de)	1994	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1994
Panama	1948			Suriname	1994
Paraguay	1948			Trinité-et-Tobago	1994
Pérou	1948			Uruguay	1994
République dominicaine	1948			Venezuela (République bolivarienne du)	1994

ASIE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (6) - ACAP		Association des nations de l'Asie du Sud-Est (10) - ANASE		Oman	1981
Bangladesh	1975	Brunéi Darussalam	1984	Qatar	1981
Chine	2001	Cambodge	1999		
Inde	1975	Indonésie	1967	Organisation de coopération économique (10) - ECO	
République de Corée	1975	Malaisie	1967	Afghanistan	1992
République démocratique populaire lao	1975	Myanmar	1997	Azerbaïdjan	1992
Sri Lanka	1975	Philippines	1967	Iran (République islamique d')	1985
		République démocratique populaire lao	1997	Kazakhstan	1992
Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (8) - SAARC		Singapour	1967	Kirghizistan	1992
Afghanistan	2007	Thaïlande	1967	Ouzbékistan	1992
Bangladesh	1985	Viet Nam	1995	Pakistan	1985
Bhoutan	1985			Tadjikistan	1992
Inde	1985	Conseil de coopération du Golfe (6) - CCG		Turkménistan	1992
Maldives	1985	Arabie saoudite	1981	Turquie	1985
Népal	1985	Bahreïn	1981		
Pakistan	1985	Émirats arabes unis	1981		
Sri Lanka	1985	Koweït	1981		

EUROPE

	<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>		<i>Année d'adhésion</i>
Association européenne de libre-échange (3) - AELE		Hongrie	2004	Zone euro (17)	
Islande	1970	Irlande	1973	Allemagne	2002
Norvège	1960	Italie	1957	Autriche	2002
Suisse	1960	Lettonie	2004	Belgique	2002
		Lituanie	2004	Chypre	2008
Union européenne (27) - EU		Luxembourg	1957	Espagne	2002
Allemagne	1957	Malte	2004	Estonie	2011
Autriche	1995	Pays-Bas	1957	Finlande	2002
Belgique	1957	Pologne	2004	France	2002
Bulgarie	2008	Portugal	1986	Grèce	2002
Chypre	2004	République tchèque	2004	Irlande	2002
Danemark	1973	Roumanie	2008	Italie	2002
Espagne	1986	Royaume-Uni	1973	Luxembourg	2002
Estonie	2004	Slovaquie	2004	Malte	2008
Finlande	1995	Slovénie	2004	Pays-Bas	2002
France	1957	Suède	1995	Portugal	2002
Grèce	1981			Slovaquie	2009
				Slovénie	2007

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS COMMERCIAUX

OCÉANIE

Année d'adhésion

Groupe Fer de lance mélanésien (4)

Fidji	1998
Îles Salomon	1993
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1993
Vanuatu	1993

RÉPARTITION DES ÉCONOMIES PAR GROUPEMENTS INTERRÉGIONAUX

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (79) - ACP

Afrique du Sud	Guinée équatoriale	République démocratique du Congo
Angola	Guyana	République dominicaine
Antigua-et-Barbuda	Haïti	République-Unie de Tanzanie
Bahamas	Îles Cook	Rwanda
Barbade	Îles Marshall	Sainte-Lucie
Belize	Îles Salomon	Saint-Kitts-et-Nevis
Bénin	Jamaïque	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Botswana	Kenya	Samoa
Burkina Faso	Kiribati	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Lesotho	Sénégal
Cameroun	Libéria	Seychelles
Cap-Vert	Madagascar	Sierra Leone
Comores	Malawi	Somalie
Congo	Mali	Soudan
Côte d'Ivoire	Maurice	Suriname
Cuba	Mauritanie	Swaziland
Djibouti	Micronésie (États fédérés de)	Tchad
Dominique	Mozambique	Timor-Leste
Érythrée	Namibie	Togo
Éthiopie	Nauru	Tonga
Fidji	Niger	Trinité-et-Tobago
Gabon	Nigéria	Tuvalu
Gambie	Nioué	Vanuatu
Ghana	Ouganda	Zambie
Grenade	Palaos	Zimbabwe
Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Guinée-Bissau	République centrafricaine	

Année d'adhésion

Coopération économique de l'Asie et du Pacifique (21) - CEAP

Australie	1989
Brunéi Darussalam	1989
Canada	1989
Chili	1994
Chine	1991
États-Unis d'Amérique	1989
Fédération de Russie	1998
Hong Kong, région administrative spéciale	1991
Indonésie	1989
Japon	1989
Malaisie	1989
Mexique	1993
Nouvelle-Zélande	1989
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1993
Pérou	1998
Philippines	1989
Province chinoise de Taiwan	1991
République de Corée	1989
Singapour	1989
Thaïlande	1989
Viet Nam	1998

Année d'adhésion

Coopération économique de la mer Noire (12) - CEMN

Albanie	1992
Arménie	1992
Azerbaïdjan	1992
Bulgarie	1992
Fédération de Russie	1992
Géorgie	1992
Grèce	1992
République de Moldova	1992
Roumanie	1992
Serbie	2004
Turquie	1992
Ukraine	1992

Année d'adhésion

Communauté des États indépendants (11) - CEI

Arménie	1991
Azerbaïdjan	1991
Bélarus	1991
Fédération de Russie	1991
Kazakhstan	1991
Kirghizistan	1991
Ouzbékistan	1991
République de Moldova	1991
Tadjikistan	1991
Turkménistan	1991
Ukraine	1991

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AASP	autres apports du secteur public
ACAP	Accord commercial de l'Asie et du Pacifique (ex-Accord de Bangkok)
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AELE	Association européenne de libre-échange
AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ANCOM	Communauté andine
anc.	ancien, ancienne, anciennement
AP	aide publique
APD	aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CCSA	Comité de coordination des activités statistiques
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEAP	Coopération économique de l'Asie et du Pacifique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEI	Communauté des États indépendants
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEMN	Coopération économique de la mer Noire
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
c.a.f.	coût, assurance, fret
COMESA	Marché commun d'Afrique de l'Est et du Sud
CTCI	Classification type pour le commerce international
DTS	droit de tirage spécial
EIU	Economic Intelligence Unit
f.a.b.	franco à bord
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBCF	formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
IED	Investissement étranger direct
ISBLM	institutions sans but lucratif au service des ménages
LERY	L'ex-République yougoslave de Macédoine
MBP	Manuel de la balance des paiements (FMI)
MCAC	Marché commun d'Amérique centrale
MERCOSUR	Marché commun sud-américain
MSG	Groupe Fer de lance mélanésien
n.c.a.	non classé ailleurs
n.d.a.	non dénommé ailleurs
NEI	nouvelles économies industrialisées
NPF	nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCE	Organisation de coopération économique
OEA	Organisation des États américains
OECD	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU/DAES/DS	Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de statistique
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSTE	pays pauvres très endettés
RAS	région administrative spéciale
RSF	République socialiste fédérative de Yougoslavie (anc.)
SAARC	Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale
SH	Système harmonisé
SNPD	Système de notification des pays débiteurs
STN	société transnationale
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest
UFM	Union du fleuve Mano
UMA	Union du Maghreb arabe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
ZLEA	Zone de libre échange des Amériques